ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL258

présenté par

M. Raux, M. Duplessy, Mme Catherine Hervieu, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, M. Iordanoff, Mme Laernoès, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 7, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Le chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I. – L'article L. 2121-22-1 est ainsi modifié :

1° À la première phrase, le nombre : « 20 000 » est remplacé par le nombre : « 3 500 » ;

2° Après la deuxième phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées : « Chaque groupe d'élus s'étant déclaré d'opposition obtient, de droit, une fois par mandat, la création d'une mission d'information et d'évaluation. Le groupe indique s'il entend qu'un de ses membres exerce la fonction de président ou celle de rapporteur. »

II. – Le premier alinéa du II de l'article L. 2121-28 est complété par une phrase ainsi rédigée : « La déclaration peut mentionner l'appartenance du groupe à l'opposition. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à étendre la possibilité de créer une mission d'information et d'évaluation pour les communes de plus 3 500 habitants, au lieu de 20 000 actuellement, et d'instaurer un « droit de tirage » pour les groupes d'opposition au sein du conseil municipal sur la création d'une mission d'information et d'évaluation au cours du mandat. Il est prévu également que la fonction de

président ou de rapporteur, selon son choix, revienne à un des membres du groupe d'opposition concerné.

Le présent amendement est issu du rapport d'information sur le statut de l'élu local de Mme Violette SPILLEBOUT et M. Sébastien JUMEL ainsi que de la proposition de loi portant réforme du statut de l'élu local, redéposée en septembre 2024 par M. Stéphane DELAUTRETTE et Mme Violette SPILLEBOUT.